



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-France-est-a-la-traine>

La France est à la traine...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1163 - avril 2015 -

Date de mise en ligne : mardi 14 juillet 2015

Date de parution : avril 2015

Description :

Jean-Pierre Mon dénonce tous ceux qui n'ont pas encore compris que le monde est en pleine mutation et qu'il faut accepter l'idée défendue depuis 1986 par le réseau BIEN : celle d'un revenu garanti, mais d'un montant suffisant pour pouvoir en vivre actif et libre de choisir son activité.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Partout dans le monde, le débat autour de l'instauration d'un revenu de base prend de l'ampleur, au grand dam, en France, de la droite ultra libérale et de gens de "gauche", figés dans le "marbre de l'emploi". Les élections départementales qui viennent d'avoir lieu ont été caractérisées par un taux d'abstention voisin de 50%. Les compétences des départements sont pourtant très importantes : aides sociales (33,9 milliards d'euros en 2013), emploi, insertion professionnelle, logement et habitat, action sanitaire, action culturelle, voirie, transports... Elles devraient donc intéresser les électeurs d'autant plus que ce sont des élections de proximité qui facilitent les contacts avec les conseillers. Alors pourquoi cette abstention ? Tous les mêmes, tous pourris ? Non, mais l'impuissance des candidats à proposer des solutions originales aux problèmes socio-économiques du moment, notamment aux problèmes de l'emploi que l'on s'obstine à vouloir résoudre avec des logiques du 20ème, voire du 19ème siècle.

<dl class='spip_document_1417 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

Espérons que la présence paritaire des femmes dans les nouveaux conseils apportera un peu d'air frais et permettra l'éclosion de nouvelles pistes de réflexion. Mais pour cela, il faut prendre en compte les conséquences des progrès scientifiques et techniques en matière d'environnement, de pollution et... de suppressions d'emplois. Et sur ce point, on se heurte au tabou suprême, à une "religion", dont il faut pourtant débattre sur la place publique, sans préjugés : comment redéfinir l'emploi aujourd'hui ? Cela demande de l'imagination et surtout le courage de se défaire d'un mythe, celui selon lequel un travail ne peut être reconnu que par le paiement d'un salaire. Selon le philosophe Pekka Himanen, ce mythe est profondément enraciné dans les têtes parce qu'il repose sur « un vieux fond religieux d'éthique protestante et de règle de Saint Benoît » [1]. Et, en plus, il est devenu « la pensée unique de la gauche » [2] !

Ces préjugés, Jacques Duboin les dénonçait déjà ainsi dans son avant-propos des Yeux Ouverts [3] : « L'époque si troublée que nous traversons n'est qu'une des conséquences des changements que subissent les sociétés humaines. Il ne s'agit plus de dépression passagère de l'économie, mais d'une transformation complète que lui font subir les prodigieux progrès techniques que le 20ème siècle a permis d'accomplir [...] Il est pourtant évident que les techniques nouvelles exigent des structures nouvelles et des façons de penser entièrement différentes. **N'a-t-on pas enseigné pendant des siècles que l'esclavage était une institution naturelle, sinon divine, nécessaire à la société et au bonheur des esclaves eux-mêmes ? Un moment vient où il est nécessaire de se libérer des préjugés qui emprisonnent et des idéologies qui empoisonnent. [...] Cette révolution est en cours, car elle est réalisée dans les faits. Il ne reste qu'à nous y adapter... »**

Apparemment, quatre-vingts ans plus tard, ce n'est pas encore le cas !

Le constat est pourtant là

Les grands médias laissent souvent entendre que le chômage de masse serait une exception française. C'est totalement faux. Les rapports annuels de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) montrent qu'il s'agit d'un phénomène mondial, il frappe tous les pays, industrialisés ou en développement. Et les chiffres du dernier de ces rapports, que nous citons en février dernier dans GR 1161, montrent que le mal touche à la fois l'industrie et les services. Les projections de l'OIT sont claires : le chômage va passer de 201 millions aujourd'hui à 212 millions en 2019. Le directeur général de cette institution internationale concluait sans la moindre ambiguïté que l'économie mondiale est entrée dans une période qui cumule croissance lente, aggravation des inégalités de revenus et agitation sociale, et il insistait : « ce qui signifie que la crise de l'emploi est loin d'être terminée et il n'y a pas lieu de s'en satisfaire ».

James K. Galbraith, dans l'un de ses derniers ouvrages, *The End of Normal : The Great Crisis and the Future of Growth* [4] (traduit en français sous le titre *La Grande Crise - Comment s'en sortir autrement*) rejoint Duboin quand il explique qu'il faut maintenant tenir compte de notre cadre biophysique et de notre entrée « dans une ère de changement technologique radical qui économise le travail... Les nouvelles technologie remplacent beaucoup moins d'emplois qu'elles n'en détruisent et ceux qu'elles créent se situent souvent dans des activités, des régions et des pays à bas salaires ; le boom de la création d'emplois technologiques de haut niveau (essentiellement aux États-Unis) a pris fin au changement de millénaire... Les nouvelles technologies ont aussi tendance à réduire le champ de l'activité rémunérée et rentable... Par conséquent, les opportunités économiques (de créer de nouvelles entreprises, par exemple) se réduisent parallèlement aux pertes d'emplois. S'il y a moins d'emplois, moins de personnes ont des revenus économiques, à tous les niveaux de salaires ». Galbraith en déduit qu'il ne peut pas y avoir de reprise complète de la demande. « Et même s'il y en avait une, écrit-il, elle serait vite étranglée par l'instabilité des prix sur les marchés des ressources et par le déploiement d'une technologie toujours plus économe en travail et en capital ».

Il en conclut que les politiques keynésiennes, celles que défendent notamment Paul Krugman, Joseph Stiglitz ou Lawrence Summers, si elles sont utiles pour combattre les « faucons du déficit et les hystériques de la dette », ne sont plus suffisantes pour résoudre la crise actuelle, parvenir à une croissance forte et au plein emploi.

Le constat est clair : l'emploi, le vrai, pas les "jobs de merde" [5], disparaît.

Alors que fait-on ?

La première idée simple qui vient à l'esprit est de diminuer la durée du travail pour mieux le partager et cela, bien entendu, sans diminution de salaire. C'est ce qu'avait fait le gouvernement Jospin et qui a été remis en cause par les gouvernements qui lui ont succédé, sous prétexte que cela affaiblit la compétitivité de "nos" entreprises. Et pourtant, ramener la durée du travail à 35 heures, c'est ce que suggèrent des économistes américains comme Dean Baker [6], mais ça ne suffira pas !

Il va donc falloir en arriver à admettre qu'il n'y aura jamais plus assez d'emploi pour que tout le monde puisse vivre grâce à un salaire.

Qui sont les retardataires ?

Qui sont ces nostalgiques du "travail=valeur-essentielle" ?

" Il y a ceux qui, continuant de rêver [7] au programme du Conseil National de la Résistance (1944) qui a permis à la France dévastée par la guerre de connaître les "Trente glorieuses", n'ont pas encore compris que les 70 années qui se sont écoulées depuis, marquées par la "guerre froide" et les décolonisations, ont forcément changé le monde.

" Il y a ceux qui, plus républicains que la République [8], prennent à la lettre le préambule de la Constitution de 1789 qui précise que « chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », comme si, en trois siècles, les modes de production étaient restés les mêmes et comme s'il suffisait d'y avoir droit pour qu'un emploi existe !

" Et il y aussi des naïfs [9] qui pensent résoudre les problèmes de l'emploi en exigeant l'instauration d'un "droit opposable au travail", comme si le droit opposable au logement avait résolu le problème des SDF... !

Malgré tous ceux-là, pour redonner au travail son sens noble, il faut débattre du contenu et des modalités de mise en place d'un véritable "revenu de base", alors que ce concept est connu, mais plutôt mal connu, au point de désigner n'importe quoi et son contraire !

En ce qui nous concerne, nous avons déjà précisé, dans La Grande Relève et même ailleurs [10] ce que nous entendons par là, d'autant plus clairement que c'est ce que Jacques Duboin dès les années 30 avait désigné par "revenu social" et qui constitue un des trois piliers de l'économie distributive.

Enfonçons le clou

Dans sa définition initiale par le réseau Basic Income Earth Network (BIEN) [11], dont nous avons été cofondateurs en 1986, le revenu de base est « un revenu attribué inconditionnellement à tous, sans justification de moyens, ni obligation de travail ». Sa trop grande généralité a donné lieu à une multitude d'interprétations plus ou moins fantaisistes et souvent à sa récupération politique, surtout par la droite si son montant est faible, car « un revenu d'existence très bas est en fait une subvention aux employeurs » comme l'expliquait très bien André Gorz [12]. C'est pourquoi, à l'initiative d'un certain nombre de membres à vie et de représentants de pays du réseau (notamment l'Autriche, les Pays-Bas, l'Allemagne) cette définition sera amendée lors de la prochaine assemblée générale [13] de BIEN et deviendra : « le revenu de base est un revenu **suffisamment élevé** pour assurer à chacun son existence matérielle et sa participation à la vie sociale. Il est inconditionnellement **garanti à tous par la loi** sur une base individuelle sans justification de moyens ni d'obligation de travail ou de service de quelque sorte ». Les précisions **revenu suffisamment élevé et garanti à tous par la loi** devraient mettre fin à la plupart des ambiguïtés.

Reste à résoudre le problème de son financement. Notamment parce que le monde anglo-saxon a, en la matière, une culture très différente de celle des pays latins ou asiatiques. Sans surprise, on trouve dans la littérature les propositions les plus saugrenues, par exemple distribuer des actions à tout le monde,... ou faire appel à un financement participatif !... Pour nous, il est clair que son financement doit être assuré par l'ensemble de la société, en d'autres termes, pour faire simple, par l'État.

Dans l'immédiat, donc en restant dans le système capitaliste, la proposition de Renta Basica, le groupe espagnol pour un Revenu de Base, animé par D. Raventos [14] et ses collègues de l'Université de Barcelone, paraît la plus réaliste. Elle a fait l'objet d'un très gros travail, détaillé dans la monographie collective Renta Basica [15] éditée par

Sin Permisso. Les auteurs ont fixé pour leur simulation les critères suivants : le montant de la RB doit être égal ou supérieur au seuil de pauvreté ; la RB se substitue à tout autre prestation monétaire publique actuelle de montant inférieur ; la RB n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; toutes les autres dépenses publiques, santé, éducation etc... continuent à être financées. Leurs calculs ont été effectués à partir de données de 2010, recueillies auprès du ministère des finances. Leur résultat est que, pour l'ensemble de l'Espagne, le revenu de base répondant à ces critères fixés, en augmentant seulement les impôts dus par les plus riches, serait de 625 Euros par mois. Ce qui signifie que seraient gagnants, non seulement tous ceux qui ne doivent pas d'impôt, mais aussi 60 à 70% de ceux qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu.

Alors, faut-il continuer d'accepter qu'il y ait encore des travailleurs quasi esclaves, en refusant l'instauration d'un revenu qui garantirait à la fois l'existence matérielle et la liberté pour tous de s'accomplir dans des tâches choisies ?

Economistes, atterrés ou atterrants, au travail !

[1] Pekka Himanen, *The Hacker Ethic and the Spirit of the Information Age* (2001).

[2] Lazzarato, *Garantir le revenu : une politique pour les multitudes*, *Multitudes*, n° 8, mars-avril 2002.

[3] J. Duboin, *Les Yeux Ouverts*, éd. Geheber Paris, 1955 - *l'Erreur des Champs*, Caixas, 1982.

[4] James K. Galbraith, *La Grande Crise*, éd. Le Seuil, 2015.

[5] David Graeber, *On the phenomenon of Bullshit Jobs*, *Strike Magazine*, 22/11/2014.

[6] Dean Baker et Jared Bernstein, *Getting back to full employment...*, CEPR, Washington, 2013.

[7] Evariste, *Respublica*, 13/02/2015.

[8] Caleb Irri, *Agora Vox*, 09/9/2014

[9] M'pép, *Droit opposable à l'emploi*, 12/3/2015.

[10] Voir par exemple J.P. Mon, *Pour une conditionnalité transitoire*, BIEN 9ème Congrès International, Genève 2002 et GR 1097, 1116, 1152,...

[11] = Réseau Mondial pour un Revenu de Base.

[12] André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, éd. Galilée, Paris 1997.

[13] à Séoul, Corée du Sud, 2016.

[14] D. Raventos, professeur à la Faculté d'Économie et des Entreprises de l'Université de Barcelone, membre du conseil scientifique d'ATTAC Espagne, président du réseau Renta Basica.

[15] Sin Permisso 2014-2015, www.sinpermiso.info, février 2015.